

# Grève générale jusqu'au retrait !

Les manifestations du 31 mars pour le retrait du projet de loi ont réuni plus d'un million de manifestants, avec des grèves dans le public et le privé.

« *Le gouvernement doit entendre* » déclare l'intersyndicale au soir de la journée d'action. Mais le gouvernement n'annonce rien d'autre que de nouvelles consultations sur le projet. Dans leur communiqué commun, les directions CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL, au lieu d'appeler à la grève générale, présentent « *leur disponibilité pour rencontrer le gouvernement et faire des propositions* ».

La Coordination nationale réunie les 4 et 5 avril représentant 70 universités et établissements d'enseignement supérieur renouvelle à juste titre « *son appel au retrait total et sans négociation du projet de loi travail* » et déclare : « *malgré les tentatives de Valls de diviser le mouvement en invitant certaines organisations syndicales, nous n'acceptons pas qu'on négocie en notre nom.* »

Pourtant, toutes les directions syndicales continuent de négocier avec le gouvernement comme elles avaient préparé avec lui auparavant le projet de loi ! Pourtant, le 6 avril, le président de l'UNEF sort d'une entrevue avec les deux ministres Vallaud-Belkacem et El Khomri et déclare : « *Au vu du désaccord qui persiste sur le projet de loi Travail et au vu du fait que nous avons un cadre de dialogue qui, on l'espère, permettra de faire bouger les choses en positif, mais pas encore d'engagements fermes, ça nous paraît très important que les jeunes restent mobilisés.* »

À aucun moment, le gouvernement ne s'est engagé à retirer le projet. Au contraire, il avance vers le vote de la loi au parlement, confiant dans la complicité des sommets syndicaux. Alors, quel est « *ce cadre de dialogue qui permettra de faire bouger les choses en positif* », selon l'UNEF ? À quoi servent « *les rencontres avec le gouvernement* » des chefs de la CGT, de FO et Solidaires ?

Le 5 avril, les lycéens et les étudiants ont manifesté à nouveau. Ils ont été violemment chargés par les CRS dans plusieurs villes. Plus de cent ont été arrêtés et mis plusieurs heures en garde à vue, relâchés après des manifestations devant les commissariats. La matraque d'un côté, les palabres avec les chefs syndicaux de l'autre !

Les directions syndicales ont appelé à des journées d'action les 17 mars, 24 mars, 31 mars, maintenant le 9 avril et encore le 28 avril. La coordination étudiante des 4 et 5 avril programme les siennes le 9, 12, 14 et 20 avril car, dit-elle, « *ces différentes dates doivent être un point d'appui pour avancer vers la grève reconductible* ». Toujours pas de grève générale jusqu'au retrait...

Les journées d'action, les grèves reconductibles ne préparent pas la grève générale mais l'empêchent. La grève générale, ce n'est pas la pression sur le gouvernement, ni la collaboration avec lui : c'est la mobilisation résolue de tous, ensemble, pour vaincre. C'est la force gigantesque de la classe ouvrière et de la jeunesse en formation dressée face au gouvernement.

Déjà, en 2003 comme en 2010, lors des grandes mobilisations en défense des retraites, les dirigeants syndicaux et leurs adjoints politiques avaient organisé des journées d'action à répétition, des grèves reconductibles site par site, laissant ainsi les gouvernements attendre tranquillement que l'épuisement et le découragement gagnent. Les bureaucrates syndicaux et leurs adjoints PCF, PdG, LO, NPA, POID... s'apprentent aujourd'hui à nous jouer la même partition.

« *La journée du 5 avril et les diverses initiatives, comme celle de l'occupation nocturne de la place de la République à Paris, contribuent à renforcer le climat de contestation. Et les manifestations du samedi 9 avril permettront d'entraîner de nouveaux participants dans cette lutte. Il faut que cela soit un succès et cela peut l'être* », écrit LO dans son éditorial du 4 avril. « *La journée de ce samedi 9 avril, à l'appel des organisations de jeunesse et de l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires doit être une nouvelle occasion d'amplifier le mouvement* » déclare le NPA le 5 avril.

Mais ni LO, ni le NPA, ni le POID, etc. ne disent un seul mot du combat pour imposer que les dirigeants syndicaux cessent le dialogue social

avec le gouvernement et appellent à la grève générale pour le vaincre. Dès lors si la grève générale ne se réalise pas, ce serait la faute des travailleurs et des jeunes qui ne se seraient pas assez mobilisés. Pourtant, il n'y a pas d'autre voie pour obtenir le retrait total du projet de loi El Khomri.

Exiger dans chaque syndicat et chaque assemblée générale, que les responsables syndicaux se prononcent pour la grève générale !

Grève générale jusqu'au retrait du projet Hollande-Valls-El Khomri !

Assemblées générales démocratiques partout ! Coordination locale et nationale des comités de grève élus par les étudiants et les travailleurs !

Défense par les syndicats et les assemblées générales des occupations et des manifestations contre la police !



6 avril 2016